

Afghanistan et Europe : deux défis deux échecs de Nicolas Sarkozy

Il était juste d'y aller en 2002. Il n'était pas juste d'y revenir en 2008. Il n'est pas juste d'y rester en 2012. La France ne peut pas rester en Afghanistan.

D'abord parce qu'il n'était pas juste d'y aller. Les socialistes ont même déposé une motion de censure sur le sujet. Mais, même du point de vue américain les buts de guerre sont atteints. Ben Laden est mort, le mollah Omar est chassé du pouvoir et les talibans se sont réinvestis en résistants pachtoues. A tel point que les USA ont ouvert les négociations avec les talibans. Et que fait la France à part tenir la chandelle ? Ces négociations visent à élargir le gouvernement Karzaï aux talibans.

Évidemment l'alliance du nord ne peut l'accepter car c'est un gouvernement Pachtoue. Et elle demande un changement institutionnel respectant Tadjiks, Hazaras, Ouzbeks, ce que les talibans ne veulent pas accepter. Les Américains eux, acceptent la négociation à condition qu'ils gardent 5 à 7 bases en Afghanistan, en prétextant qu'ils seraient ainsi les garants de la paix civile. Qu'est ce que nous avons à faire dans cette galère ? D'autant que Nicolas Sarkozy ne voulant plus de morts jusqu'à l'élection présidentielle a donné l'ordre du cantonnement.

Il est temps de partir. Et François Hollande est le seul à pouvoir le faire, lui qui a voté comme les socialistes contre l'envoi de troupes et s'est prononcé depuis longtemps pour le retrait.

Lorsqu'on voit Angela Merkel recevoir à Berlin tout ce qui bouge en Europe, lorsqu'on constate que Madame Merkel ouvre le sommet de Davos, lorsqu'on regarde Madame Merkel obtenir dans le nouveau traité tous ce qu'elle veut : discipline budgétaire sans euro bond, sans indépendance de la banque centrale, sans interdiction des produits toxiques, sans taxation efficace des transactions financières, sans l'interdiction des activités dans les paradis fiscaux, etc. - et ceci malgré les résolutions hostiles du Parlement européen, lorsqu'on écoute *mezzo voce* les officiels français constater, amers, que la chancelière conservatrice allemande est devenue « Madame Nein ! », on se dit que ce n'est même plus « Sarkozy » mais « Merkel tout court ». La France de Nicolas Sarkozy réduite à la position de valet de Madame Merkel. Ce sera l'un des plus grands échecs de Nicolas Sarkozy. D'abord pour le statut de la France mais surtout parce qu'Angela Merkel a enfermé l'Europe dans le piège du tout « austérité budgétaire ».

Les économistes de l'OCDE qu'on peut soupçonner de tout sauf de gauchisme le disent eux-mêmes, la remontée spectaculaire du chômage en France - un millier chaque jour - est dû à la rigueur qui étouffe la croissance et la création d'emplois.

C'est dire si l'échec de Sarkozy et de ses amis conservateurs est patent sur toute la ligne.

Sur la scène internationale et européenne, Nicolas Sarkozy a perdu tout crédit et même son volontarisme, un temps loué, se révèle n'être que de la gesticulation, ce qui cache mal une impuissance coupable ou une action négative.

Face à cela, une autre politique est possible en Europe. Une première preuve est que le nouveau président, social-démocrate, du Parlement européen, l'Allemand Martin Schulz, vient de réaffirmer son intention de jouer un rôle clairement politique.

Dans la crise, où chacun est tenté par le repli sur soi, à commencer par les conservateurs, la question n'est pas de savoir comment nous protéger de l'Europe, mais comment l'Europe nous protège et comme l'Europe peut être l'acteur principal de la sortie de crise.

Avec François Hollande, les Français auront un républicain français européen comme chef d'État, mais pas un « eurobéat ».

Lors de son discours du Bourget, il a manifesté l'ambition de changer l'orientation de l'Europe.

Que propose-t-il ?

Un pacte de responsabilité, de gouvernance et de croissance. De renégocier le traité européen issu de l'accord du 9 décembre pour lui apporter la dimension qui lui manque : la coordination des politiques économiques, des projets industriels, la relance de grands travaux dans le domaine de l'énergie, les instruments pour dominer la spéculation, les eurobonds, les europrojects, etc.

François Hollande propose aussi d'associer les parlements nationaux et européens aux décisions. En effet, la distance n'a jamais été aussi grande entre les citoyens en Europe et les institutions européennes.

On le voit, il s'agit d'un ensemble de propositions robustes, cohérentes, qui vise à réorienter la construction européenne pour qu'elle soit à la hauteur de son dessein initial, un espace de civilisation. Ni un patchwork décousu avec le seul marché comme lien.

Madame Merkel disait « la démocratie doit être conforme aux marchés », ce à quoi nous répondons avec Sigmar Gabriel que « ce sont les marchés qui doivent être conformes à la démocratie ».

L'enjeu de 2012 doit donc être de clore le chapitre des engagements militaires dénués de sens et de trouver des moyens durables d'en finir avec l'austérité pour retrouver, avec le chemin de la croissance, une prospérité durable en Europe.

Jean-Christophe Cambadélis

PARLEMENT EUROPÉEN

Martin Schulz devient président

C'est la sixième fois qu'un Allemand prend la présidence du parlement, et la troisième pour un social-démocrate.

Martin Schulz jouit d'un certain prestige en Allemagne, en raison de son franc-parler qu'on lui prête et d'une constance dans ses positions quant à la lutte contre le déséquilibre entre Parlement et Conseil. Sigmar Gabriel, le président du SPD dit espérer, dans son message de félicitations, que Schulz arrivera à faire avancer la démocratisation des processus européens de décision, thème cher à tous les parlementaires allemands, mais en même temps un thème très populaire depuis le début de la crise de la zone Euro.

L'accord passé avec la droite pour assurer cette élection ne semble pas émouvoir l'opinion publique allemande (contrairement aux prises de position de Jean-Luc Mélenchon en France par exemple). Les députés européens de Die Linke ont publiquement expliqué pourquoi certains d'entre eux ont voté pour Schulz, d'autres non. Schulz, en tant que défenseur de positions européistes, se situe souvent à gauche de dirigeants sociaux-démocrates. Contrairement à ce qui se passe en France et au PS, la ligne de fracture au SPD est bien européenne, mais dans l'autre sens : les grands défenseurs de la cause européenne sont plus à gauche que ceux qui mettent en avant les intérêts de l'Allemagne (comme Sigmar Gabriel, Frank-Walter Steinmeier ou Peer Steinbrück, appelés aussi les défenseurs des finances publiques).

Ainsi, la perception en Allemagne de Schulz est 100% européenne, et un contrepoids intéressant à la politique européenne opaque que mènent en ce moment Merkel et sa coalition. Une fois son mandat de président en 2014 terminé, Schulz aura gagné en importance sur le plan national, surtout en cas d'une chancelière Merkel réélue en 2013.

Car celui qui été jusqu'ici président du groupe social-démocrate au Parlement européen, était un homme de l'appareil du SPD auquel il a adhéré dès l'âge de 18 ans. Bien connu des socialistes français, parfaitement francophone, Schulz été «révélé» au grand public par... Berlusconi qui dans un dérapage dont il avait le secret l'avait qualifié de «kapo». Schulz a conduit la liste du SPD aux élections européennes de 2004 et 2009 et son poids au sein du SPD s'en est trouvé accru, surtout depuis le début de la présidence de Sigmar Gabriel.

Pierre Kanuty & Elisabeth Humbert-Dorfmueller

Hannes Swoboda devient président du groupe parlementaire S & D

C'est le social-démocrate autrichien Hannes Swoboda, âgé de 65 ans, qui a succédé à Martin Schulz à la tête du groupe socialiste au Parlement européen.

Issu d'une famille d'origine tchèque, il est juriste et économiste de formation. Il est député européen depuis 1996 et jusqu'ici il était président du groupe. Dans les années 1980, Swoboda

a été membre du conseil municipal de Vienne et député SPÖ dans le même Land.

Membre de la commission des Affaires étrangères, c'est un spécialiste des Balkans.

A ce titre, il a suivi de très près le processus d'adhésion de Croatie à l'Union européenne.

EUROPE

Hongrie : discours de Sylvie Guillaume

Monsieur le Président, je souhaite exprimer ma satisfaction de voir cette enceinte, élue au suffrage universel direct, débattre de questions politiques essentielles pour la solidarité au sein de l'Union européenne. Mais, dans le même temps, il n'est pas de très bon augure qu'en moins d'un an, nous ayons pour la troisième fois à nous pencher sur le système démocratique hongrois. Ceci nous interpelle, non seulement sur l'évolution de la situation en Hongrie et la dérive populiste qu'elle connaît mais aussi, plus généralement, sur l'état de santé de certaines de nos démocraties européennes où le débat démocratique est à la peine, quand il n'est pas simplifié ou biaisé.

Il est pourtant primordial de s'assurer du respect des règles communes par tous les membres participant au projet européen, surtout en des temps où l'on ne manque pas de rappeler à l'ordre un État qui serait défaillant au regard de la sacro-sainte orthodoxie budgétaire.

Il n'est pas acceptable, non plus, de balayer d'un revers de main les valeurs dont le respect constitue un préalable pour décrocher le sésame de l'adhésion à l'Union européenne, puis, une fois entré dans le cercle, de s'octroyer la possibilité de ne plus les respecter. Le pas franchi, hier, par la Commission, en lançant une procédure d'infraction, ce qui au demeurant relève de son mandat de gardienne des traités, doit être reconnu, mais je considère que nous ne pourrions pas nous en tenir à de simples ajustements sur des aspects juridiques, surtout si nous avons bientôt à revenir sur la situation en Hongrie au sujet des questions sociales.

Voilà pour le Parlement et la Commission, mais le Conseil, que dit-il? De son côté, le Conseil, à quelques rares exceptions près, fait preuve, lui aussi, d'un silence assourdissant.

Au final, mais je ne suis pas tout à fait certaine qu'il en sera ainsi, j'espère surtout que ce débat permettra de faire passer le message au peuple hongrois que l'Europe, au travers, aujourd'hui, de ses parlementaires, est sensible à ses difficultés, ne le néglige pas ni ne l'oublie.

Le « oui » croate démontre qu'une autre Europe est possible

Le référendum croate sur l'adhésion à l'Union européenne a, sans surprise, donné le « oui » gagnant. C'est l'aboutissement d'une longue marche qui a commencé après la guerre civile qui a ensanglanté l'ex-Yougoslavie et la pacification difficile des

Balkans.

C'est à l'occasion de cette guerre que François Mitterrand avant déclaré « le nationalisme, c'est la guerre ». On voit encore aujourd'hui ailleurs en Europe que le nationalisme n'a pas disparu.

Surtout, l'adhésion de la Croatie, prévue pour 2013, est la démonstration qu'une autre Europe est possible. Les Croates n'ont pas adhéré à l'Europe de Merkozy-Barroso, mais à celle de Jacques Delors et dont l'avenir peut être encore conjugué avec la solidarité.

L'Europe des impérialismes était morte à Sarajevo en 1914, il faut travailler pour qu'un siècle plus tard, une Europe sociale qui met les peuples au premier plan renaisse au plus vite.

CONFLITS

En vue de négociations, les Talibans obtiennent une reconnaissance internationale

En 2012, la guerre en Afghanistan entre dans sa onzième année. Pour la première fois depuis le début de la guerre, je n'ajoute pas la quasi-traditionnelle constante : « sans qu'aucune solution soit en vue ». En effet, les informations non officielles ont fait état, tout au long de l'année 2011, de contact et même d'un début de négociation entre les Etats-Unis et leurs alliés d'une part et les Taliban d'autre part. Même si les positions des uns et des autres ne semblent pas s'infléchir.

Le 3 janvier cependant, un communiqué officiel des Taliban, publié sur leur site la « Voix du jihad », annonce l'ouverture prochaine d'une représentation politique du Mouvement au Qatar. L'avenir dira si cet événement aura été un tournant dans la guerre en Afghanistan mais nous pouvons d'ores et déjà souligner qu'il s'agit d'un événement politique important. Considérés jusqu'à alors comme des terroristes contre lesquels 130 000 soldats de l'OTAN sont mobilisés dans une guerre longue, meurtrière et coûteuse, les Taliban apparaissent désormais comme les protagonistes avec lesquels la coalition menée par les Etats-Unis souhaitent négocier.

Une lecture attentive de ce communiqué révèle qu'il existait, comme nous l'avons souligné à plusieurs reprises ici, des contacts entre les Talibans et les Etats-Unis et leurs principaux alliés, depuis le début de l'année dernière. Le président afghan Hamid Karzaï se plaignait depuis plusieurs années de l'absence d'une « adresse » pour contacter les chefs des Taliban. Prospectant en-dehors de l'Afghanistan et du Pakistan, le président afghan et les Américains avaient une préférence pour la Turquie, très active depuis quelques années dans le dossier afghan ; ou l'Arabie saoudite, soutien traditionnel aux Taliban. Or, ces derniers ont démontré leur habileté politique en jugeant que le Qatar, riche émirat, par ailleurs siège d'Al Jazeera, qui s'est illustré ces dernières années par son savoir faire dans les médiations politiques délicates, leur convient davantage. Avant même l'annonce des Talibans, Hamid Karzaï, mis à l'écart de la décision par les Etats-Unis et le Qatar, a violemment protesté contre ce choix et a rappelé son ambassadeur au Qatar pour consultation, avant de céder. Cela constitue donc une première

victoire pour les Talibans.

Second élément du communiqué des Talibans : contrairement à son intitulé (« le communiqué du Mouvement islamique des Talibans au sujet de négociations »), il ne parle pas de négociations avec les Etats-Unis ou avec le gouvernement de Kaboul, même s'il évoque l'accord initial avec le « Qatar et les pays concernés » pour l'ouverture de sa représentation. Par contre, le communiqué est clair sur un point : « parallèlement à (leur) présence puissante à l'intérieur », en acceptant d'ouvrir ce bureau ils cherchent à améliorer « la compréhension » de leur mouvement par « d'autres nations » dans le monde. Ce qui impose le choix du pays où se trouve le siège d'Al Jazeera. D'ailleurs, le communiqué se termine pour dire « une certaine presse et des responsables occidentaux diffusent des informations diverses dans le but de créer une certaine inquiétude par rapport aux négociations, lesquelles n'ont aucune réalité et que le Mouvement islamique d'Afghanistan réfutent ».

S'il est prématuré de dire si les Talibans ont renoncé à leur principale exigence : « pas de négociations avec le gouvernement de Kaboul avant le retrait préalable des forces étrangères d'Afghanistan », le communiqué fournit un premier élément de réponse qui marque un affaiblissement de l'intransigeance initiale. Il n'y fait plus mention du « gouvernement fantoche » de Hamid Karzaï. Toutes les problématiques de la division interne afghane sont résumées en une phrase suffisamment vague pour inclure implicitement le gouvernement de Kaboul : « les Afghans doivent pouvoir eux-mêmes instaurer un gouvernement islamique ».

Tout laisse entendre que les Taliban ont pris acte du calendrier du retrait des troupes de l'OTAN, qui en principe s'achèverait d'ici fin 2014. Une course contre la montre est actuellement engagée en Afghanistan sur le plan politique et chacun se prépare dans la perspective de l'après 2014. L'autre faction des insurgés, le Hezbé islami de Gulbuddin Hekmatyar, le rival des Taliban très engagé dans la guerre contre les troupes étrangères - notamment contre les soldats français, car actifs dans les provinces de l'est, notamment dans la province de Kapisa - a d'ores et déjà commencé à négocier directement avec Kaboul. Le Hezbé islami, qui a accepté de négocier aussi bien avec Kaboul qu'avec les Etats-Unis sans demander le retrait préalable des troupes de l'OTAN et qui, sur le plan politique, propose la mise en place d'un gouvernement technique pour la durée du rapatriement des soldats étrangers et pour préparer des élections générales auxquelles le gouvernement de Kaboul pourrait participer, a pris une longueur d'avance sur les Taliban. Ces derniers ont refusé cela jusqu'à aujourd'hui. De son côté, Hamid Karzaï ne désespère pas d'amener les Taliban également à la table de négociations. Sachant que la force la plus puissante de l'insurrection est constituée des Taliban, il souhaite se renforcer et préparer un certain équilibre des forces sur le terrain en négociant avec Hezbé islami.

Face aux manœuvres du président afghan, l'opposition, constituée en partie d'anciens seigneurs de guerre tadjiks, hazâras et ouzbeks et en partie d'anciens ministres de Hamid Karzaï, s'organise et veut peser sur les négociations. Opposée aux négociations avec les Taliban, elle mobilise la société civile et ravive les sentiments de peur et de crainte existant chez les populations tadjike, hazâra et ouzbèke, victimes des exactions (allant parfois jusqu'à des massacres) des Taliban entre 1996 et 2001. Vis-à-vis des Taliban et des négociations, l'opposition défend une ligne intransigeante bâtie sur « les acquis démocratiques ». Elle veut participer en tant que telle aux éventuelles négociations.

Les Taliban, même après l'infléchissement de leur position qui ressort de leur communiqué, ne souhaite, pour l'instant, négocier qu'avec les Etats-Unis, le véritable pouvoir en Afghanistan selon eux. Si le retrait préalable des troupes étrangères, semble-t-il, n'est plus exigé, les Taliban réclament la libération de plusieurs de leurs anciens responsables et ministres, toujours prisonniers à Guantanamo. Un débat est lancé aux Etats-Unis sur l'opportunité de la libération des personnes dont certaines, comme le mollah Fazl, ancien commandant militaire du régime des Taliban est considéré comme un criminel de guerre responsable de la mort de plusieurs milliers de chiites hazâras.

On entend actuellement en Afghanistan beaucoup de gens qui expriment un sentiment très répandu parmi la population : dix ans de guerre et on retourne au point de départ.

Karim Pakzad

AMÉRIQUE LATINE

Dilma : un an après

Un an après sa prise de fonction le 1er janvier 2011, quel bilan peut-on dresser de la première année de Dilma Rousseff, la première femme élue à la Présidence du Brésil ?

L'héritière Lula a montré qu'elle était autre chose qu'une «créature» élue pour assurer un intérim avant une nouvelle candidature de Lula. L'ancien président qui a terminé son deuxième mandat avec plus de 80% d'opinions favorables a dû prendre du recul et se faire soigner pour un cancer au larynx.

Dilma Rousseff a dirigé le pays de manière plus rigoureuse car aucun parti n'étant en mesure d'être majoritaire à lui seul, nombre de tractations et d'accords douteux souillent régulièrement la vie politique brésilienne. C'est ainsi qu'elle n'a pas hésité, quand il le fallait, à faire le ménage dans son propre gouvernement et d'imposer ses priorités politiques à sa majorité parlementaire.

C'est ainsi que sept ministres ont été limogés pour cause de fraude ou de corruption en une année.

Des élections locales sont prévues en octobre prochain et elles seront un premier test.

La présidente a mené une première bataille politique en faveur du salaire minimum, au début 2011. Dilma Rousseff a obtenu la prérogative d'ne fixer le montant sans passer par une loi.

Elle cultive son indépendance à l'égard des chambres ce qui contribue positivement à son image. 56% des Brésiliens ont un avis favorable à l'égard du gouvernement. Quant à Dilma Rousseff elle-même, c'est 72%. Un record pour un président élu depuis seulement un an. Soit donc, mieux que Lula à la même période.

Le magazine *Forbes* la considère comme la troisième femme la plus puissante du monde, derrière Angela Merkel et Hillary Clinton. Elle a d'ailleurs prononcé le discours d'ouverture de l'assemblée générale des Nations Unies en novembre dernier.

Tout en restant dans les pays de Lula sur le plan international,

elle a une pratique plus modérée et la politique étrangère n'est pas, pour le moment, une priorité.

Le Brésil n'a pas condamné la violence du régime syrien et a tardé à reconnaître le nouveau gouvernement en Libye. Par contre le pays a soutenu la création de l'Etat palestinien.

Enfin, s'agissant de la crise économique et financière, Dilma Rousseff a «osé» donner son avis sur le sujet aux Européens en déclarant que « *l'expérience (brésilienne) montre que les ajustements récessifs ne font qu'aggraver la conjoncture et le chômage. On peut difficilement sortir de la crise sans relancer la consommation et l'investissement.* »

Pour la journaliste Miriam Leitão, « *en un an, Dilma Rousseff a entrepris, quoiqu'encore discrètement, de lutter contre la corruption, elle a réussi à juguler une inflation à nouveau menaçante sans trop freiner la croissance, alors qu'entre la crise des Etats Unis et de l'Europe et le tsunami japonais, le monde entier se liguaient pour faire trébucher le Brésil, elle a imposé une manière personnelle de gouverner et montré qu'elle n'était pas un pâle clone de Lula. Ce n'est déjà pas si mal.* »

La conjoncture économique en 2012 est structurée par le chiffre de 2,9 % de croissance contre 7,5% en 2010.

Dilma Rousseff a lancé une campagne de moralisation du gouvernement dont le but est de récupérer l'argent public gaspillé ou détourné. Une tâche immense. On estime que sur les 67 milliards de reais (29 milliards d'euros) d'argent public détourné depuis 2003, seul 650 millions a été remboursé.

Pour gouverner, Dilma Rousseff s'appuie sur 16 des 23 partis du Congrès, soit 62% des 513 députés. 19% se classent comme «neutres» et seulement 19% se revendiquent comme étant «d'opposition». A contrario, dans l'Etat de São Paulo, gouverné par l'opposition du PSDB, la Chambre des députés est «gouvernementale», même si sa majorité est constituée par le PMDB, allié au PT de la présidente Dilma au plan fédéral. Tortueux mais bien réel. Dans aucun des 26 Etats du Brésil, un gouverneur n'a aujourd'hui à affronter une opposition qui l'empêche de réunir une majorité simple au parlement régional.

Pierre Kanuty

AMÉRIQUE DU NORD

Le discours sur l'Etat de l'Union

À 10 mois de l'élection présidentielle du 6 novembre, Barack Obama a prononcé mardi soir, au Capitole, le traditionnel discours sur l'état de l'Union axé sur sa vision économique.

En écho aux mouvements de protestation contre la finance et dont Occupy Wall Street est l'un des fleurons, Obama a parlé de la nécessité d'avoir une société plus juste. Il a ainsi parlé des Américains qui « *travaillent fort et suivent les règles* », qui « *méritent un gouvernement et un système financier qui font la même chose* ».

Le président a notamment rappelé que 3 millions d'emplois

avaient été créés depuis 2010.

M. Obama a insisté sur l'importance de redresser l'économie américaine en s'appuyant sur les usines en prenant exemple sur le secteur automobile.

« *Mon message aux dirigeants d'entreprises est simple : demandez-vous ce que vous pouvez faire pour ramener des emplois dans votre pays et votre pays fera tout ce qu'il peut pour vous aider à réussir* ».

Barack Obama a par ailleurs insisté sur l'importance de taxer davantage les entreprises, tout en aidant financièrement celles qui créent des emplois. Le président américain a plaidé pour une réforme fiscale qui exigerait un taux minimal de 30 % sur les revenus des millionnaires.

Obama s'est inspiré de la « règle Buffett », du nom du milliardaire, qui veut qu'aucun foyer touchant plus de 1 million de dollars par an n'acquiesce un taux d'imposition inférieur à celui d'un foyer de la classe moyenne.

Barack Obama s'est dit optimiste sur le dossier du nucléaire iranien. « *Qu'il n'y ait pas de doute : l'Amérique est déterminée à empêcher l'Iran d'acquiescer l'arme nucléaire et je garde toutes les options sur la table pour atteindre ce but. Mais une résolution pacifique de cette question est encore possible* », a-t-il déclaré.

Le président américain a longuement évoqué la concurrence économique avec la Chine.

Concernant le « Printemps arabe », Barack Obama a promis que les États-Unis resteront solidaires avec les forces démocratiques face à « *la violence et l'intimidation* ».

BRÈVES

Stop à la violence au Nigéria

Le massacre de plus d'une centaine de personnes aujourd'hui au Nigéria est un épisode de plus dans la tragédie qui touche ce pays d'Afrique où le groupe islamiste Boko Haram sévit depuis plusieurs mois. Il s'ajoute aux violences religieuses qui ont aussi fait des victimes chez les chrétiens notamment. La déstabilisation du Nigéria représente un risque majeur pour toute la région.

L'Union africaine doit réagir, les Nations unies ne doivent pas rester sans rien faire et l'Europe doit jouer son rôle.

Grèce : le PASOK fera les frais de la crise

un sondage publié cette semaine place le PASOK en cinquième position en cas d'élections législatives :

C'est la droite conservatrice (Nouvelle démocratie) qui arrive en tête des intentions de vote avec 30.5 %, suivi par la Gauche démocratique (parti issu de la scission de SYRIZA, avec comme dirigeant Fotis Kouvelis, qui a soutenu la politique de rigueur de Papandreou dans un premier temps, avant de prendre ses distances) avec 13%. Puis le Parti communiste (KKE) avec 12.5%, ex aequo avec SYRIZA (gauche radicale).

Vient ensuite le PASOK avec seulement 12 %, l'extrême droite,

LAOS avec 6 %, les Verts, puis l'Alliance Démocratique (parti de Dora Bakoyanni, l'ancienne maire d'Athènes qui avait été exclue de la Nouvelle démocratie pour avoir soutenu les réformes Papandreou) et enfin, avec 2,5 % Arma politon, une scission du PASOK.

Solidarité avec la Hongrie :

Suite aux événements récents ayant eu lieu en Hongrie et en réponse à l'appel du Parti Socialiste Européen, le Citygroup de Clermont a décidé d'organiser un cercle de silence en hommage aux libertés hongroises mises à mal et en solidarité avec les militants du parti socialiste hongrois, persécutés par le régime de Viktor Orban avec le soutien des partis de droite et d'extrême droite européens, dont l'UMP.

Ce cercle de silence se réunira le samedi 28 janvier à 11:30 devant le relais Europe Direct Rhône Alpes, 13 rue de l'arbre sec, à Lyon.

Nous encourageons les militants du PSE à mobiliser l'ensemble des progressistes dans chaque pays et à organiser des manifestations contre le gouvernement Orban. Montrons-leur que partout sur le continent nous sommes solidaires de ceux qui, en Hongrie, croient encore en la démocratie et en la liberté.

Contact : clermontcitygroup@gmail.com
www.clermontcitygroup.eu.

Le Parti social-démocrate suédois choisit un nouveau leader

Le comité exécutif du Parti social démocrate de Suède a proposé le 26 janvier à Kjell Stefan Löfven de devenir le nouveau président du Parti. Stefan Löfven, 55 ans, était jusqu'ici le président du syndicat IF Metall (Fédération suédoise des travailleurs de l'industrie et de la métallurgie), une organisation de près de 300 000 adhérents. Membre des instances du parti depuis 2005, Stefan Löfven a été secrétaire international de son syndicat et membre de la direction du Centre Olof Palme. Il est également membre, depuis 2002, de la direction de la fédération européenne des métalurgistes.

Le parti suédois ne s'est pas remis de la défaite électorale de Mona Sahlin en 2010, et son successeur, Håkan Juholt, très impopulaire, n'aura dirigé le parti que quelques mois.